

## La 5<sup>ème</sup> République : ébranlements et mutations (1965-1974)

### I. Le deuxième septennat du général de Gaulle, un septennat interrompu (1965-1969)

#### 1) L'effritement des positions du gaullisme

- Dans leur majorité, les Français adhèrent à la politique gaullienne. Mais la politique de grandeur nationale qui, pour de Gaulle, est fondamentale, suscite plus de scepticisme que d'enthousiasme. Et, pour les Français, la prospérité ne paraît pas seulement devoir être seulement un moyen mais, au contraire, l'objectif primordial. Comme sous la 4<sup>ème</sup> République, « l'élan et la frustration vont de concert » et nourrissent des interrogations sur la politique gaullienne
- Lors de l'élection présidentielle de Décembre 1965, de Gaulle, qui sollicite un nouveau mandat, doit affronter cinq candidats dont les deux principaux sont François Mitterrand, candidat unique d'une gauche encore assez divisée (PC + SFIO + radicaux et divers gauche) et Jean Lecanuet candidat du centre antigauilliste (autour du MRP). La participation élevée (85%) montre que les Français ratifient leur choix d'Octobre 1962. Mais de Gaulle n'obtient pas la majorité absolue (44%). Au deuxième tour, il affronte François Mitterrand qui a le soutien de tous les candidats d'opposition (donc le clivage gaullisme/antigaullisme est loin de recouper le clivage droite/gauche). De Gaulle est réélu avec 55% des suffrages. C'est à la fois un succès et un échec (le général qui voulait rassembler à focaliser les divisions)
- Pour les élections législatives de 1967, la gauche non communiste s'unit dans une « Fédération de la gauche démocrate et socialiste » - FGDS -, qui passe alliance électorale avec le PC. Jean Lecanuet rassemble ses soutiens dans un « Centre Démocrate », atlantiste et favorable à une Europe fédérale. Les gaullistes et les républicains indépendants demeurent alliés mais les seconds cherchent à se démarquer des premiers. La majorité présidentielle est reconduite mais de justesse, alors que la gauche progresse, en tirant parti de ses accords. Ces résultats montrent que l'électorat est de plus en plus sensible aux tensions que la croissance engendre, par les inégalités qu'elle maintient, et qu'il se préoccupe davantage de la répartition des fruits de cette croissance que de la place de la France dans le monde. Sur la défensive, la République gaullienne est confronté en Mai-Juin 1968 à une crise majeure - et imprévue, sinon imprévisible

#### 2) La crise de Mai-Juin 1968

A la fin des années 1960, tous les pays développés sont touché par des mouvements qui contestent en profondeur le fonctionnement des sociétés industrielles. La crise de Mai 1968 en France s'inscrit dans cet ensemble, avec trois caractères spécifiques : sa brièveté, son extrême acuité, l'enchaînement d'une crise étudiante à une crise sociale puis à une crise politique majeures

##### - La crise étudiante (2-12 Mai)

- Les origines sont pour une part spécifiques à la France : une progression très rapide des effectifs de l'enseignement supérieur à laquelle le système universitaire a du mal à s'adapter ; progression du chômage (modeste, vue d'aujourd'hui) qui provoque chez les étudiants une inquiétude mobilisatrice parce que diffuse
- Mais fondamentalement la crise étudiante s'enracine dans le mouvement de rejet de la société de consommation qui s'exprime parmi la jeunesse intellectuelle de l'ensemble des pays industrialisés (cf Etats-Unis). Ce mouvement s'articule autour de deux idées-forces : le développement de la société de consommation ne fait que créer de faux besoins alors qu'il faut viser à libérer l'homme des contraintes qui l'empêchent d'épanouir ses aspirations profondes ; le développement de la société de consommation se fait au détriment du Tiers-Monde dont il faut soutenir les luttes de libération (Viêt-Nam ; mythe de Che Guevara - tué au maquis en 1967)
- L'émergence de la contestation étudiante est le résultat de l'action de petits groupes « gauchistes » - divisés en trotskystes, maoïste et anarchistes. Avec des effectifs très

modestes, ils se montrent très dynamiques, réussissent à catalyser les inquiétudes, les indignations ou les rancœurs d'une partie notable des étudiants. Partie de la nouvelle université de Nanterre, le mouvement gagne début Mai l'ensemble des établissements de l'enseignement supérieur et des lycées de Paris et de province, dans un enchaînement de manifestations et d'opération de répression. Dans les locaux occupés, des assemblées générales plus ou moins permanentes s'occupent de refaire l'école, la société, le monde, l'homme

- La crise sociale (13-27 Mai)

- Elle s'enracine dans la conjoncture économique morose de 1966/1967 ; mais, si elle est explicable a posteriori, elle se développe de façon tout à fait imprévisible. Le 13 Mai a lieu une journée de grève générale de solidarité avec les étudiants, organisée par les syndicats avec le soutien des partis de gauche. A partir de cette date, des grèves avec occupation des locaux s'étendent rapidement dans toute la France : à la fin Mai, 9 à 10 millions de personnes ont cessés le travail
- Les revendications sont très diverses : du côté de la CGT et de FO sont plutôt mis en avant des augmentations de salaires tandis que la CFDT insiste davantage sur la modification des structures socio-économiques
- Le 27 Mai, des négociations tripartites (gouvernement, patronat, syndicats) aboutissent à des propositions d'accord (augmentation de salaires, réduction du temps de travail, droit syndical dans l'entreprise). Mais les grévistes les rejettent

- La crise politique (27 Mai - 3 Juin)

- Comme Pompidou et de Gaulle paraissent sans prise sur la situation, une crise de régime semble s'ouvrir et, à gauche, ouvertement, mais aussi dans la majorité, à voix basse, on commence à parler de succession. Mais les forces de contestations sont très divisées et une partie de l'opinion commence à s'inquiéter, ou au moins à s'impatienter devant la paralysie des activités. Cela laisse des possibilités pour une contre-offensive
- La contre-offensive est menée de façon magistrale par de Gaulle à partir de la journée du 29 Mai, où il organise sa disparition de l'Élysée, pour dramatiser la situation. Le 30 Mai rentré de Colombey à Paris, de Gaulle annonce la dissolution de l'Assemblée Nationale et lance un appel à la défense de la République. Plus de 500 000 personnes y répondent le soir même par un grand défilé sur les Champs-Élysées

- Le dénouement

- Dans la perspectives des élections législatives s'enclenche un reflux des grèves, à partir de négociations dont les résultats dépassent ce qui avait été envisagé le 27 Mai. Les groupes gauchistes, qui proclament leur volonté révolutionnaire, sont vite isolés et le gouvernement peut alors efficacement se tourner contre eux
- Les élections des 23 et 30 Juin 1968 sont des « élections de la peur » pour une majorité des électeurs. Rassemblés dans l'Union pour la Défense de la République (UDR), les gaullistes ont la majorité absolue des sièges et, avec leurs alliés Républicains, indépendants, les trois-quarts

3) Un départ paradoxal (Juin 1968 - Avril 1969)

- Un malentendu s'installe d'emblée entre le général de Gaulle et la majorité des électeurs qui ont assuré le succès gaullistes aux élections. Ces derniers souhaitent le retour à l'ordre antérieur, avec des mesures répressives. De Gaulle, qui a nommé comme Premier Ministre le fidèle Couve de Murville, veut apporter à la crise des réponses constructives autour de l'idée de participation. Celle-ci inspire la loi sur l'enseignement supérieur instaurant l'autonomie des universités, gérées par le personnel et les étudiants. Et on retrouve la participation au fondement d'une grande réforme institutionnel sur la régionalisation comportant une réforme du Sénat. Sur ce projet, de Gaulle décide de consulter les Français par referendum ce qui est, comme tous les référendums précédents, une façon de poser une question de confiance au peuple souverain
- Le referendum, à la différence de celui d'Octobre 1962, porte sur un projet complexe et peu mobilisateur. Par ailleurs, comme Georges Pompidou a clairement fait savoir qu'il se tenait prêt à prendre la relève, une partie des électeurs conservateurs peut exprimer son mécontentement sans être retenue par la peur du vide que laisserait une démission du général
- Le 27 Avril 1969, le projet est repoussé par 53% des suffrages, où se mêlent ceux de la gauche, ceux du centre d'opposition et ceux d'une partie de la droite conservatrice. De Gaulle remet

immédiatement sa démission, tirant donc toutes les conséquences de la façon dont il concevait tout referendum (retiré à Colombey, de Gaulle rédige ses Mémoires d'espoir, sans jamais intervenir dans le débat politique. Il meurt le 9 Novembre 1970, commençant alors à réaliser le grand rassemblement unanime qu'il s'était toujours fixé comme objectif, rarement atteint de son vivant...)

## II. Le temps de Georges Pompidou, un deuxième septennat interrompu 1969 / 1974

### 1) L'élection présidentielle de 1969

- Au premier tour, la gauche et l'extrême-gauche étalent leur division (2+2 candidats) ; le président du Sénat, Alain Poher, qui assure l'intérim, peine à rassembler un électorat de type « Troisième Force » ; Georges Pompidou, soutenu par l'UDR, les républicains indépendants et une partie des centristes, se détache nettement (44%)
- Au deuxième tour, sous le signe « du changement dans la continuité » Pompidou l'emporte aisément sur Poher (57%)

### 2) Les grandes orientations de la politique présidentielle

- De forts éléments de continuité
    - La prépondérance du chef de l'Etat dans les institutions est maintenue : lorsque, en 1972, le Premier ministre, Jacques Chaban-Delmas, s'engage dans une voie qui paraît trop réformatrice au Président de la République, celui-ci demande et obtient la démission du Premier ministre, qu'il remplace par Pierre Mesmer
    - La politique économique visant à la montée en puissance industrielle de la France, dans la continuité de ce que Georges Pompidou avait impulsé comme Premier ministre entre 1962 et 1968
    - La politique étrangère et la politique de défense restent marquées par le souci primordial de l'indépendance nationale
  - Les éléments du changement
    - En politique étrangère, Pompidou accepte de lever le veto français sur l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE. Elle est négociée avec celles du Danemark et de l'Irlande. Le traité signé en 1972 est ratifié en France par referendum
    - La politique sociale : pour Pompidou, la croissance porte elle-même les réponses aux problèmes qu'elle peut parfois susciter, pourvu que soient prises des mesures de régulation concrète et réalistes. Le président de la République se méfie des discours globalisants et abstraits, comme l'était selon lui, la « participation » prônée par de Gaulle ou comme lui paraît être la « nouvelle société » que veut promouvoir Chaban-Delmas
- ⇒ Pompidou a fait la preuve que le gaullisme, comme les institutions de la 5<sup>ème</sup> République, pouvaient survivre à de Gaulle mais en lui donnant une inflexion globale conservatrice, ce qui facilite les évolutions à gauche

### 3) Les mutations à gauche

- Les mouvements gauchistes : une audience électorale très limitée ; mais des idées qui diffusent ensuite, de façon plus ou moins édulcorée, dans l'opinion (libération des mœurs, féminisme, écologie) et des militants bien formés et dynamiques
- Le Parti Communiste : alors que la France et les Français changent, le PCF persiste dans son être, satisfait de conserver 20% de l'électorat, comme l'a fait à l'élection présidentielle de 1969 Jacques Duclos, le numéro deux du Parti depuis les années 1930 (aux côtés de Maurice Thorez jusqu'à la mort de ce dernier en 1964 - le successeur de Thorez, Waldeck Rochet a tenté quelques initiatives réformatrices ; malade, il cède sa place au début des années 1970 à Georges Marchais, fidèle brejnévien)

- Un nouveau Parti socialiste : il surgit, lentement, des décombres de la SFIO entre 1969 (où son candidat n'obtient que 5% des voix à l'élection présidentielle) et 1971. Au Congrès d'Epinay (1971) il se dote d'un nouveau premier secrétaire - qui est aussi un nouvel adhérent - François Mitterrand, d'un nouveau programme (très ambitieux, « changer le vie ») qui se veut de rupture avec le capitalisme et d'une nouvelle stratégie, d'union avec le Parti Communiste. Sur ces bases le PS recrute de nouveaux adhérents (en puisant notamment dans le « vivier » des mouvements gauchistes) et il attire de nouveaux électeurs
- L'union de la gauche : les négociations engagées entre PC et PS aboutissent à l'accord de 1972, qui porte à la fois sur des désistements électoraux et sur un programme commun de gouvernement à appliquer après une éventuelle victoire. Ce programme prévoit de profondes réformes, économiques (nationalisations), sociales (retraite à 60 ans, diminution de la durée du travail), institutionnelles (décentralisation, quinquennat, abolition de l'article 16)

Face à cet accord, les radicaux doivent faire un choix difficile : une minorité, par fidélité à leur tradition d'ancrage à gauche, signe le programme commun - les radicaux de gauche - ; les autres conservent les options centristes prises sous la 4<sup>ème</sup> République

#### 4) France de droite et France de gauche

Au temps du général de Gaulle, le clivage entre droite et gauche avait été brouillé par le clivage entre gaullistes et antigauillistes. Au temps de Georges Pompidou, il reparaît en pleine lumière

- Aux élections législatives de 1973 : au deuxième tour, deux coalitions s'affrontent, celle de la gauche unie derrière le programme commun face à une coalition conservatrice regroupant tous les autres partis (centristes jusque là dans l'opposition, centristes déjà ralliés, RI et UDR). La droite obtient la majorité
- A l'élection présidentielle de 1974 (qui suit le décès de Georges Pompidou)
  - Au premier tour, François Mitterrand est le candidat unique d'une gauche unie (même si PC et PS ne cachent pas que « l'union est un combat ») ; dans le camp majoritaire s'affrontent Jacques Chaban-Delmas et Valéry Giscard d'Estaing. Giscard devance nettement Chaban-Delmas dont le projet de « nouvelle société n'était guère de nature à séduire l'électorat conservateur, qui préfère le « changement sans risque » prôné par Giscard
  - Au deuxième tour, France de droite (derrière Giscard) et France de gauche (derrière Mitterrand) sont face à face. Valéry Giscard d'Estaing est élu avec 50,6% des suffrages (donc l'échec de Mitterrand, arrivé en tête au premier tour, n'apparaît pas comme une défaite irrémédiable)